

GOVERNEMENT

Jospin : le social à l'ancienne

Soucieux d'équilibres financiers et politiques, le Premier ministre ajourne les réformes. Héritée de la « première gauche », sa tactique l'empêche de développer un vrai projet

C'était il y a dix ans. Dans *L'Invention du possible* (Flammarion), Lionel Jospin écrivait : « Même si cette question de l'appréhension du futur concerne l'ensemble des forces politiques et sociales de notre pays, elle est posée de façon plus impérative encore aux socialistes. Car le mouvement socialiste est né comme un mouvement de transformation sociale. » Avant d'ajouter à la page suivante : « Cette réflexion sur les fins ne peut être séparée de considérations sur les moyens. » Aujourd'hui, celui qui est devenu Premier ministre a choisi : en matière sociale, l'« appréhension du futur » a cédé devant les « considérations sur les moyens », c'est-à-dire le coût financier ou politique des décisions. Les moyens d'action publics sont limités – vainqueur après Villeurbanne, Jospin a décrété après

Michelin que « l'Etat ne peut pas tout » ; les moyens électoraux du Premier ministre-candidat sont économisés – réforme et projet s'estompent devant les prudences de campagne.

« Jospin est sincèrement convaincu qu'il ne pourra faire de grandes choses qu'en étant président, et qu'il n'a pas, d'ici là, la légitimité pour les tenter, commente un « compagnon de pensée » du PS. Mais une telle attitude le conforte dans son paradigme mental, qui est « archéo-social-démocrate » : il l'a montré à l'Education nationale, où il ne raisonnait qu'en moyens ; aujourd'hui, il ne parle que d'équilibres. »

Sur l'« étroit chemin » qu'il dessina en 1997, Jospin entend avant tout garder son propre équilibre. D'où le recours aux

formules paradoxales (le « volontarisme réaliste ») ou aux symboles. « Regardez comme il répond aux questions à l'Assemblée, toujours très « poing sur la table », commente un élu PS. Et quand il a appelé Elisabeth Guigou, en août 2000, pour lui proposer de succéder à Martine Aubry, il a précisé : « Je souhaite conserver l'unité de ce ministère et j'ai besoin de toi pour cela. » Il s'agissait de préserver le pôle social imbriqué depuis 1997, que le retour programmé de Bernard Kouchner ne changera pas : il retrouvera le pouvoir abandonné pour le Kosovo, pas plus.

Le respect des équilibres conduit, sur le dossier des retraites, à l'immobilisme. Après le rapport Charpin, son antithèse signée Teulade, puis l'installation d'un Conseil d'orien-

tation des retraites, l'ouverture du chantier vient d'être repoussée à... 2003. Le problème est pourtant connu et des solutions existent (voir la chronique ci-contre). « Soit les cotisations augmentent, soit le temps de cotisation s'allonge, résume un député PS. Ne pas le dire clairement, comme le fait le gouvernement, c'est alimenter la psychose. »

Pur produit de la « première gauche », Lionel Jospin a consacré ses années d'idéologue à affirmer la prééminence du politique sur le social : que le pouvoir socialiste affronte le patronat sur les 35 heures est dans sa logique des choses ; que Medef et CFDT s'entendent pour réformer l'assurance-chômage ou que l'allongement de la durée de cotisation retraite émane des partenaires sociaux le décontenance. L'opposition qu'il a théorisée entre l'inévitable économie de marché et l'intolérable société de marché ne l'a pas amené à produire une théorie. Pourtant, si le social ne peut certes

obéir à la loi de l'offre et de la demande, quelles en sont les règles ? Ses discours sur la cohésion sociale se limitent à l'énumération de prestations créées ou renforcées. De la couverture maladie universelle à la future aide personnalisée à l'autonomie, le progrès social se saupoudre par catégories, en des mesures toujours utiles mais jamais fondatrices. « La refondation sociale, ce n'est pas la déstructuration sociale », a-t-il lancé à Tours, le 22 janvier. Mais, sans en changer les structures, peut-on réformer le social ?

Le débat sur l'« impôt négatif » est la nouvelle occasion d'interroger la méthodologie de Jospin. La censure constitutionnelle contre la ristourne de CSG sur les bas salaires a imposé le recours à ce crédit d'impôt : le Premier ministre l'a donc plus subi que choisi. S'il ne s'agit que d'un nouvel outil de redistribution, le jospinisme du social à l'ancienne perdure ; si l'occasion est saisie de bouleverser le passage

Manifestation pour les retraites, à Toulouse, le 25 janvier dernier.

de l'inactivité à l'emploi, cet impromptu fiscal annoncera peut-être l'aube réformatrice de la gauche.

Pour l'heure, la paix sociale et l'aphasie de la droite justifient la tactique Jospin. « Il n'y a pas de mouvement de chômeurs cet hiver, note un dirigeant du PS. Pourtant, il y a un vrai hiatus entre notre discours – « les licenciements sont inadmissibles dans les entreprises qui font du profit » – et nos textes législatifs. On a rendu le travail précaire un peu plus difficile dans la loi sur la modernisation sociale, c'est à peu près tout. » Croissance, symboles et pragmatisme semblent un cocktail soporifique. « Si la politique, c'est se maintenir au pouvoir ainsi, Jospin est un orfèvre », résume un maire socialiste. « Quand on avance, l'horizon recule », a confié le Premier ministre aux députés PS, à propos des retraites, signifiant que la baisse du chômage tempérerait cette urgence. Si l'horizon recule, à quoi bon, en effet, appréhender le futur ?

Christophe Barbier et Elise Karlin

LA CHRONIQUE

Battre en retraite

● Naturellement, tout le monde est d'accord, on ne parlera plus des retraites avant l'élection présidentielle. Pourquoi faudrait-il avoir le courage d'annoncer aux retraités qu'ils recevront moins et aux travailleurs



JACQUES ATTALI

qu'ils paieront plus, juste avant de leur promettre un avenir radieux ? Et, après la présidentielle, sans doute trouvera-t-on une autre bonne raison de ne pas en parler. Pourtant, le pronostic est semblable pour tous les pays développés : en raison même de ses formidables progrès économiques et sociaux, l'Occident n'aura bientôt plus les moyens de payer ses retraites.

Depuis que, il y a un siècle, les divers systèmes de financement de la vie après le travail ont été conçus, la durée du travail a diminué d'un tiers, l'espérance de vie a augmenté de trente ans et le nombre d'enfants par femme a baissé de moitié. Il faut donc aujourd'hui que des enfants deux fois moins nombreux paient pendant trois fois plus longtemps à des parents ayant beaucoup moins cotisé des retraites prises de plus en plus tôt. Le système sera un jour en faillite. Pas un économiste sérieux qui ne l'admette, de gauche ou de droite, en Europe comme en Amérique.

Pas un politique, pourtant, qui regarde le problème en face. Plusieurs solutions existent, plus ou moins radicales, toutes aussi inacceptables, dans l'esprit du temps. La première consiste à faire payer plus longtemps des cotisations aux salariés ou aux entreprises. La seconde, à retenir une part du salaire ou du profit pour compléter la retraite par une épargne personnelle ou col-

lective. La troisième, à faire venir des travailleurs de l'étranger pour qu'ils financent les retraites.

Enfin, quand on se rendra compte que tout cela ne suffit pas, il faudra sans doute admettre que la

conception même de la retraite est à revoir. Conçue à un moment où le travail était une souffrance, elle était une libération. Elle est devenue une défaite si elle est exclusion. Une société idéale serait celle où chacun demanderait l'allongement de la durée du travail parce que chacun s'y éprouverait. Et, comme on en est loin, sans doute faut-il commencer par distinguer le troisième âge d'un quatrième et même d'un cinquième. Le troisième, jusqu'à 70 ans au moins, serait celui d'un travail volontaire, d'une participation à la vie associative, d'une assistance aux plus jeunes, à la fois pour rendre service, procurer des revenus complémentaires au retraité et le maintenir dans le monde : on vit plus vieux quand on vit utile, reconnu. Le quatrième âge, qui ira jusqu'à 80 ans, serait l'âge des loisirs soft. Le cinquième serait celui de la dépendance. Et ce dernier âge, seul, ressemble à celui pour lequel a été inventée la retraite.

Chacune de ces pistes est un champ de mines. On ne les empêchera pas d'exploser en refusant de les voir. Et ne rien faire serait choisir un avenir où les vieux riches seront de plus en plus privilégiés, au détriment des autres. Parce qu'ils auront su se frayer un chemin. Il n'y aura plus alors de collectivité possible. Les mots le disent : la retraite précède toujours la défaite. ●

j@attali.com

Le progrès se saupoudre en des mesures utiles mais jamais fondatrices